LETTRE

13/11/2025

"Mourir en silence face à l'oppression est pire que mourir de faim"

Un prisonnier de Ghazelhesar, Iran.

Soutien pour exercer une pression maximale contre les exécutions dans la prison à ciel ouvert qu'est devenu l'Iran

UN BILAN ALARMANT

Chaque matin nous parviennent des chiffres relatifs à quelques noms, parfois anonymes, de personnes qui viennent d'être exécutées. A chaque nom s'associe celui de sa prison : Ahvaz, Evin, Karchak, Ghazelhesar, Roudbar, Aligoudarz, Shiraz, Arak, Qom, Shahre Kord…

Les victimes – femmes, hommes, Baloutches, Arabes, Kurdes, Azéris – font face à des accusations diverses : viol, trafic de stupéfiants, meurtre avec préméditation ; pour certaines femmes de meurtre d'un proche en réponse aux violences subies. Parmi les victimes figurent aussi de nombreux prisonniers politiques, dont certains condamnés pour espionnage au profit d'Israël sur la base d'aveux obtenus sous la torture, ou accusés d'avoir fait la « guerre contre Dieu » et d'avoir semé la « corruption sur terre ».

Certains étaient mineurs au moment des faits.

Certains sont exécutés publiquement, causant un impact néfaste sur la société.

Ce qui nous parvient discrètement ainsi chaque matin n'est pas un fait divers. Cette discrétion, motivée par différentes raisons, permet parfois aux familles de récupérer le corps de leur cher, car la restitution du corps devient une monnaie d'échange morbide contre le silence.

D'autres cas, encore plus discrets, concernent celles et ceux transférés dans la partie de la prison réservée aux condamnés à la peine capitale, puis conduits un par un, sous le regard effaré des autres détenus, dans une cellule-quarantaine d'exécution, où ils attendent, une attente interminable. Ces prisonniers meurent deux fois : de l'angoisse de ne pas savoir quand viendra leur tour – une angoisse partagée par les autres détenus qui les voient passer et se posent la même question –, puis lors de l'exécution elle-même.

Depuis le 1er janvier 2025, au moins 1 300 personnes ont été exécutées en Iran. Seulement 8 % de ce chiffre est révélé par le régime, le reste étant le fruit du travail des organisations de défense des droits de l'homme en Iran, qui indiquent que par rapport à 2024, le chiffre annoncé est multiplié par deux, un record depuis 36 ans. L'Iran est détenteur du triste record mondial d'exécutions par habitant.

Chaque jour, plusieurs familles sont endeuillées ou commémorent l'anniversaire de la disparition d'un de leurs proches, victime du régime : celles et ceux qui ont perdu la vie par balle, sous la torture pour avouer ce qu'ils n'ont pas commis, accusés d'avoir mis le feu à une poubelle ou brûlé l'affiche de Khamenei, par suicide en sortant de prison où ils ont subi des injections, ou encore des médecins et

infirmières disparus après avoir soigné des manifestants blessés. Certaines victimes disparues sont retrouvées bien plus tard portant des traces de coups et blessures.

Une découverte macabre :

« La mer rendit les morts qui étaient en elle »

- La Bible

Le 9 novembre 2025, avec l'assèchement du barrage de Karaj, 74 corps non identifiés ont été découverts, pour la plupart pieds et poings liés. Cette histoire ne se résume donc pas à 74 corps. D'autres, jetés dans le barrage il y a des années, sont décomposés depuis longtemps. Les autorités ont simplement supprimé la nouvelle du site du journal du régime qui avait publié cette information, ce qui constitue un aveu implicite de sa responsabilité ! C'est une tragédie sans nom qui s'ajoute à tous les méfaits de ce régime.

Cette violence ne se limite pas aux exécutions et aux disparitions forcées. Elle se manifeste aussi dans les morts silencieuses du désespoir ; Combien d'enfants se suicident à cause du manque de fournitures scolaires ou pour ne pas pouvoir aller à l'école ? Combien de docteurs, jeunes internes, étudiants universitaires, professeurs, journalistes, ouvriers se sont suicidés poussés par la pression ou victimes de membres zélés corrompus du régime ?

Combien filles, par détresse et refus du mariage forcé, de femmes pour en finir avec la violence de leur conjoint, d'ouvriers par désespoir et pauvreté aiguë se sont immolés par le feu ?

L'Iran est devenu une prison à ciel ouvert avec des condamnés innocents.

Mais la résilience des Iraniens surgit là où on ne l'attend pas :"

La grève de Ghazelhesar est allée au-delà de la campagne « Les Mardis contre les exécutions », initiée en février 2024. En effet, chaque mardi, dans 52 prisons, des prisonniers font grève de la faim contre la peine de mort, sans distinction d'accusation ou de croyance.

Après 7 jours de grève intensive, 1 500 prisonniers de Ghazelhesar condamnés à la peine capitale, ont obtenu le 19 octobre 2025 :

- la suspension des exécutions liées à la drogue pendant 6 mois
- le retour des 6 prisonniers de la quarantaine d'exécution
- la promesse d'examen de réductions de peine

Cette victoire est due au courage des grévistes (certains s'étaient cousu les lèvres), à l'extension du mouvement à d'autres prisons, et à une campagne internationale massive. Malgré 17 exécutions pendant les deux premiers jours et l'activation de brouilleurs de téléphones, leur détermination n'a jamais faibli.

La mobilisation des familles devant le Parlement le 19 octobre, malgré la répression, montre que la société iranienne rejette cette politique de mort. Néanmoins, il faudrait une mobilisation massive pour que cesse cette machine de mort.

Cette suspension de 6 mois, sans engagement écrit ni contrôle international, pourrait n'être qu'une tactique pour calmer la mobilisation et reprendre discrètement les exécutions plus tard. L'histoire du régime n'est faite que de promesses non tenues, d'où cet **appel à la vigilance**.

Les prisonniers politiques doivent être libérés. Les 1500 condamnés à mort de Ghazelhesar et tous les condamnés à la peine capitale dans les autres prisons d'Iran doivent être sauvés définitivement, car c'est le système lui-même qui est responsable des actes qui les ont amenés en prison. La pauvreté, l'absence d'opportunités et de l'éducation et l'injustice sociale poussent des individus désespérés vers des choix tragiques, souvent au service même des réseaux contrôlés par les Gardiens de la Révolution.

Comme l'a affirmé Robert Badinter[1] : « La peine de mort ne défend pas la société, elle la déshonore. ». Les prisonniers ont droit à la réhabilitation, pas à la mort. Et le peuple iranien a droit à la liberté, pas à l'oppression.

Chaque vie compte.

Soutenons le peuple iranien, derrière les barreaux comme dans la rue, dans sa quête de liberté.

Fahimeh Robiolle fahimeh.robiolle@yahoo.fr

Franco-iranienne, ancienne ingénieure nucléaire en Iran et au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), chargée de cours en leadership, en négociation et en résolution de conflits à l'ESSEC, à l'ENA jusqu'en 2016, aux universités de la Sorbonne, de Cergy, de Nantes, de Téhéran (2009-2019), de Kaboul (2009-2020) et du Liban, à l'Institut Catholique de Paris, à Sciences Po Paris (initiative Marianne) et à l'École de Guerre.
Elle a organisé des programmes de leadership pour les femmes députées, sénatrices, ministres, etc., en Afghanistan afin qu'elles prennent davantage part à la gouvernance de leur pays.
Elle est l'auteure du livre Femme Vie Liberté, parlons-en et Chevalier de la Légion d'honneur.

[1] il se fait connaître du grand public pour son combat contre la peine de mort dont il soutient l'abolition devant le Parlement en 1981 alors qu'il est garde des Sceaux et ministre de la justice, ainsi, la peine de mort fut abolie.